

**JÉRÔME
GARCIA**

SUPPLÉANT : BERNARD VERDUYN



Chers Concitoyens,

La France se trouve face à une **crise politique majeure**.

D'un côté, le président de la République et sa majorité n'ont plus la légitimité suffisante pour gouverner. De l'autre, la société se fracture entre des forces qui peuvent, demain, déchirer notre Nation

Devant cette situation d'une exceptionnelle gravité, j'ai décidé de me porter candidat à l'élection législative dans la dixième circonscription du Nord.

Fermement **attaché à mon indépendance**, je partage votre colère vis-à-vis des combinaisons partisans si décalées par rapport à la réalité de votre quotidien. C'est pourquoi, je prends l'engagement solennel que je ne me rallierai **ni au système macroniste**, représenté par Gérald Darmanin et qui a abîmé le pays, **ni aux mélenchonistes, ni aux lepénistes**.

Si vous me faites l'honneur de vous représenter à l'Assemblée Nationale, je défendrai de toutes mes forces le **retour à la sécurité** dans nos rues, **la défense de votre pouvoir d'achat**, une politique de **redressement économique**, la restauration de services publics de qualité et **l'indépendance de la France** en Europe et dans le monde.

C'est la voie qui fut celle du gaullisme et qui permit à la France de retrouver le chemin de la prospérité et de l'espoir dans des périodes sombres de son histoire.

Vive la République ! Vive la France !

**UNE FRANCE FORTE
UNE VOIX LIBRE**

UN CHOC DE SÉCURITÉ

L'insécurité explose sur notre territoire. Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin semble incapable de ramener l'ordre dans la ville même où il a été maire. Avec Macron et Darmanin, c'est le désordre !

SI JE SUIS DÉPUTÉ, JE ME BATTRAIS POUR :

- Rétablir les peines planchers supprimées sous François Hollande avec la complicité d'Emmanuel Macron.
- Donner enfin aux forces de l'ordre les instructions de fermeté nécessaires pour la répression de la délinquance.
- Renvoyer de France les délinquants étrangers.

DÉFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

Le pouvoir d'achat des Français ne cesse de baisser depuis plusieurs années. Celui-ci baisse en moyenne de plus de 3% tous les ans. Dans ce domaine, la déconnection du pouvoir politique semble immense par rapport à la réalité des souffrances de la population

JE ME BATTRAIS POUR :

- Indexer les salaires sur l'inflation, sur le modèle mis en œuvre par nos voisins belges.
- Diminuer les taxes sur les carburants.
- Sortir du marché européen de l'électricité afin de retrouver des prix raisonnables et stables
- Pour les familles nombreuses, augmenter le plafond du quotient familial.

UNE POLITIQUE DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

Contrairement aux promesses de la start-up nation, la France n'a cessé de se déclasser sur le plan industriel depuis 2017. Ainsi, la France n'est plus qu'au 25^{ème} rang mondial en matière de richesse par habitant. Parallèlement, le poids de la dette publique continue à augmenter et à mettre en péril l'indépendance économique de notre pays.

JE ME BATTRAIS POUR :

- Remettre en place au cœur de l'action publique un Etat-stratège capable de réindustrialiser le pays et de ramener l'emploi.
- Mettre en place une politique protectionniste par les secteurs industriels menacés par le dumping social et écologique
- Continuer à alléger la fiscalité pesant sur les entreprises.

LE RETOUR DE SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

La qualité des services publics se dégrade depuis plusieurs décennies. Les dépenses administratives superflues, le refus de prioriser certains secteurs-clés (police, hôpital, école), ainsi qu'un regard trop centré sur la région parisienne de la part des hommes politiques en sont les principales causes.

JE ME BATTRAIS POUR :

- Remettre de l'ordre dans la dépense publique, en faisant baisser les dépenses administratives fonctionnelles de l'Etat et des collectivités territoriales.
- Réformer l'hôpital public, en débureaucratisant ce dernier, tout en augmentant les moyens pour les conditions de vie des soignants et les infrastructures hospitalières.
- Refaire de l'école un pilier de l'excellence de la Nation, en redonnant l'autorité aux professeurs et en réformant les programmes scolaires en insistant davantage sur la transmission du savoir.